

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 18 juin 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur une proposition de loi "portant création d'une requête en interprétation devant la Cour de cassation" (Doc. Chambre, n° -206/.-95/96), a donné le 23 juin 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 juni 1998 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een wetsvoorstel "tot instelling van het verzoek tot uitlegging bij het Hof van Cassatie" (Gedr. St. Kamer, nr. -206/.-95/96), heeft op 23 juni 1998 het volgende advies gegeven :

1. La section de législation du Conseil d'Etat a été saisie par le Président de la Chambre des représentants, par lettre du 17 juin 1998, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "relative aux demandes d'interprétation des lois par la Cour de cassation dans le cadre d'une question préjudicielle" déposée par M. Duquesne le 9 juin 1998 sous forme d'amendement à une proposition de loi antérieure du même parlementaire déposée le 31 octobre 1995.

Cette proposition de loi a été adoptée par la Commission de la justice de la Chambre le 16 juin 1998 et l'avis de la section de législation a été demandé d'urgence, "dans un délai maximum de trois jours en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat".

Selon les termes de la lettre du Président de la Chambre,

"... l'urgence est motivée par le fait que cette proposition de loi devrait être examinée en séance plénière (de la Chambre) dans le courant de la semaine"

qui a commencé le 22 juin 1998.

2. Cette motivation de l'urgence n'explique pas pourquoi une réforme aussi fondamentale, présentée à la Commission de la Justice de la Chambre le 9 juin 1998, devait être votée en Commission de la justice de la Chambre dès le 16 juin 1998, sans avis préalable de la section de législation du Conseil d'Etat, et doit encore impérativement

.../...

être examinée en séance plénière de la Chambre huit jours plus tard.

Néanmoins, eu égard au bouleversement que la proposition de loi, si elle devait être adoptée, apporterait au rôle de la Cour de cassation, la deuxième chambre de la section de législation l'a examinée toutes affaires cessantes, en présence des assesseurs.

I. Grandes lignes de la proposition de loi

La proposition de loi tend à permettre à toute juridiction statuant en dernier ressort de saisir la Cour de cassation, à titre préjudiciel, d'une demande d'interprétation des lois applicables dans la cause pendante devant elle, sauf en matière pénale.

La Cour de cassation se prononce dans un délai de six mois au maximum à dater de sa saisine.

Elle peut déclarer la demande non recevable si les lois sur lesquelles elle porte ne présentent pas une difficulté sérieuse d'application et ne font pas l'objet d'interprétations divergentes.

Si la Cour déclare la demande recevable, elle rend un arrêt interprétatif motivé.

La question préjudicielle et l'arrêt interprétatif sont publiés "aux annexes du Moniteur belge". La justification de la proposition de loi, introduite sous forme

.../...

d'amendement à une proposition antérieure, souligne que le dossier de la cause ne sera pas transmis au greffe de la Cour de cassation : celle-ci

"... doit se prononcer sur une question d'ordre juridique, détachée de son contexte de fond."

L'interprétation donnée par la Cour de cassation "le sera dans l'intérêt général" - raison pour laquelle l'arrêt sera publié au Moniteur belge.

Le texte de la proposition ajoute cependant que "l'arrêt interprétatif est dépourvu de toute autorité".

II. Inconstitutionnalité de la proposition de loi

La proposition de loi, qui s'inspire de l'exemple d'une loi française récente, se heurte en Belgique à un double obstacle constitutionnel.

A. Contrariété aux articles 84 et 133 de la Constitution

Selon l'article 84 de la Constitution,

"... l'interprétation des lois par voie d'autorité n'appartient qu'à la loi",

de même, d'après l'article 133,

"... l'interprétation des décrets par voie d'autorité n'appartient qu'au décret."

.../...

Or, la proposition de loi tend à conférer à une autorité autre que le législateur - la Cour de cassation - le pouvoir de donner une interprétation des normes valable erga omnes.

L'arrêt interprétatif est, en effet, détaché du dossier de la cause, dont les pièces ne sont pas transmises à la Cour; il est rendu "dans l'intérêt général" et non pour vider un procès déterminé entre parties litigeantes, raison pour laquelle il est publié au Moniteur belge.

L'arrêt interprétatif revêt donc un caractère général, comme la norme interprétée elle-même.

Certes, pour tenter de prévenir l'objection d'inconstitutionnalité, le texte de la proposition dénie "toute autorité" à l'arrêt interprétatif. Mais la justification souligne, néanmoins, que cet arrêt

"... aura une autorité particulière qui éclairera les cours et tribunaux."

Le but même du projet est de "réduire les contestations" ce qui implique que l'on présume que les arrêts interprétatifs seront suivis par les juridictions de fond.

La proposition tend donc à attribuer au pouvoir judiciaire un pouvoir d'interprétation, par voie d'autorité, qui est réservé par la Constitution au pouvoir législatif.

.../...

B. Contrariété à l'article 144 de la Constitution

1. La Cour de cassation se trouve au sommet du pouvoir judiciaire. Or, le rôle de celle-ci est de trancher "les contestations" (Constitution, article 144) et rien d'autre. L'article 6 du Code judiciaire en tire les conséquences en disposant que :

"Les Juges ne peuvent prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises."

Il en résulte que pour conférer à la Cour de cassation le pouvoir d'interprétation générale que voudrait instituer la proposition de loi, il faudrait modifier la Constitution.

2. Pour prévenir cette objection, la justification de la proposition initiale invoquait que "la Cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires" et que la loi permet au Procureur général d'introduire des pourvois "dans l'intérêt de la loi" (Doc. parl., n° 206/1, pp. 4-5).

Bien qu'elle ne connaisse pas du fond des affaires, la Cour de cassation ne peut être saisie, en principe, que par le pourvoi d'une partie litigante qui tend à faire casser,

"... pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité"

.../...

une décision rendue dans un litige par une juridiction de fond (Code judiciaire, article 608). En cas de cassation, le demandeur en cassation peut poursuivre son procès devant la juridiction de renvoi. Le fait que la Cour de cassation ne connaisse pas du fond du litige n'implique donc nullement que la voie de recours extraordinaire que constitue le pourvoi en cassation ne s'inscrive pas dans le règlement d'un litige déterminé.

On peut dire certes, comme le rappelaient les développements de la proposition initiale, que la Cour de cassation a été instituée "dans l'intérêt de la loi" : cela veut dire simplement que si la loi a prévu ce recours extraordinaire contre les décisions rendues en dernier ressort, c'est pour assurer une interprétation uniforme de la loi.

Même, lorsque le Procureur général, à défaut de pourvoi des parties dans le délai légal, introduit un pourvoi "dans l'intérêt de la loi" (Code judiciaire, article 612), il s'agit toujours de casser une décision rendue par une juridiction de fond sur une contestation, avec la seule restriction qu'en cette hypothèse, la cassation est sans effet sur les droits des parties litigeantes. Cela n'a rien à voir avec l'examen abstrait d'une question préjudicielle détachée du litige à l'occasion duquel elle a été posée.

.../...

III. Autres objections

Indépendamment des objections constitutionnelles, la proposition de loi appelle plusieurs objections techniques évidentes.

1) D'après l'article 1147bis du Code judiciaire en projet, la juridiction de fond qui statue en dernier ressort peut saisir la Cour de cassation d'une demande d'interprétation d'une loi applicable dans l'affaire pendante devant elle

"... pour autant que la réponse à cette demande apparaisse nécessaire à la solution du litige."

Comme, d'après la justification de la proposition, le dossier de la procédure ne sera pas transmis à la Cour de cassation, celle-ci ne sera pas en mesure d'apprécier si

"... la réponse à cette demande est nécessaire à la solution du litige"

dont le juge du fond a été saisi.

Si la proposition était adoptée, il pourrait arriver que la Cour de cassation doive rendre un arrêt interprétatif sur une question relative à l'interprétation d'une loi, alors que si elle avait eu connaissance de l'ensemble du dossier de la procédure, comme elle l'est en cas de pourvoi en cassation, elle aurait peut-être constaté que la solution du litige était indépendante de la question de droit qui lui est soumise.

.../...

2) Lorsque la Cour de cassation est saisie, en matière civile, d'un pourvoi, ce dernier, rédigé par un avocat à la Cour de cassation spécialisé, indique l'interprétation défendue par le demandeur et justifie cette interprétation par des développements souvent fort approfondis. Le défendeur en cassation dispose d'un délai de trois mois pour déposer un mémoire en réponse. L'affaire est alors confiée par le premier président à un conseiller qui établit un rapport écrit. Puis un membre du ministère public étudie l'affaire et prend des conclusions, souvent écrites, dont il donne connaissance à l'audience. Les avocats des parties peuvent encore y répondre. Cette procédure contradictoire permet à la Cour de connaître la question de droit qui lui est soumise sous tous ses aspects et de rendre des arrêts dont la qualité est généralement reconnue.

Bien entendu, une telle procédure, compte tenu du nombre d'affaires portées devant la Cour (même si l'on se borne aux matières autres que pénales), exige du temps : la durée moyenne d'une instance en cassation en matière civile est de l'ordre d'une année.

Comment la proposition de loi organise-t-elle la procédure sur une question préjudicielle ?

La Cour dispose au maximum d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle la question lui est soumise par la juridiction de fond. Après quoi,

"... le premier président désigne un magistrat du siège en qualité de rapporteur; et on se conforme, pour le surplus, aux règles énoncées pour les pourvois."

.../...

Il y a cependant une grande différence : c'est que, dans cette procédure, il n'y a pas de pourvoi. De plus, rien n'est dit du droit des parties de déposer des mémoires, comme c'est le cas lorsqu'une question préjudicielle est soumise à la Cour d'arbitrage. On peut même se demander si, dans le système de la proposition, les parties ont le droit de faire déposer un mémoire par un avocat à la Cour de cassation.

Si l'on avait dû organiser ce droit, il aurait nécessairement fallu prévoir des délais, inconciliables avec le délai maximum de six mois prévu par la proposition.

3) Comme, par ailleurs, la Cour restera saisie des pourvois en cassation qui sont de sa compétence habituelle, on se demande comment elle pourrait faire face à cette nouvelle compétence, dans l'exercice de laquelle elle devra statuer sur la seule base de la question formulée par les juges du fond.

On peut évidemment craindre que, rendus dans de telles conditions, les arrêts interprétatifs n'aient pas la même sûreté que celle des arrêts rendus sur les pourvois.

La justification de la proposition de loi tente de prévenir ces objections en relevant

"... que la Cour de cassation vient de voir récemment renforcer ses effectifs, tant au niveau de ses conseillers que de ses référendaires."

.../...

Ces nouveaux conseillers et ces référendaires, qui n'ont pas encore été nommés, ont été prévus pour permettre à la Cour de faire face à ses besoins actuels, et non en fonction de l'élargissement de sa compétence ici examiné.

IV. Observation finale

La proposition tendant à attribuer une nouvelle compétence à la Cour de cassation, règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution et non à l'article 78.

1. De Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State bij brief van 17 juni 1998 verzocht om advies over een wetsvoorstel "betreffende de verzoeken tot uitlegging van de wetten door het Hof van Cassatie in het kader van een prejudiciële vraag" dat de heer Duquesne op 9 juni 1998 heeft ingediend als amendement op een vorig wetsvoorstel dat hij zelf op 31 oktober 1995 had ingediend.

Dat wetsvoorstel is op 16 juni 1998 door de commissie voor de Justitie van de Kamer aangenomen en aan de afdeling wetgeving is gevraagd dringend advies uit te brengen "binnen een termijn van drie dagen, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

In de brief van de Voorzitter van de Kamer,

"... wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door het feit dat dit wetsvoorstel dient te worden behandeld in plenaire vergadering (van de Kamer) in de loop van deze week"

die op 22 juni 1998 begonnen is.

2. Uit deze motivering van het verzoek om spoedbehandeling blijkt niet waarom een dermate fundamentele hervorming, die op 9 juni 1998 aan de commissie voor de Justitie van de Kamer is voorgelegd, reeds op 16 juni 1998

.../...

door die commissie voor de Justitie van de Kamer moest worden aangenomen zonder dat daarover vooraf het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State was ingewonnen, en waarom het absoluut een week later reeds in plenaire vergadering van de Kamer dient te worden behandeld.

Desondanks heeft de tweede kamer van de afdeling wetgeving het wetsvoorstel, met voorrang boven alle andere zaken in aanwezigheid van de assessoren onderzocht, gelet op de ingrijpende verandering die dit wetsvoorstel, mocht het worden aangenomen, in de rol van het Hof van Cassatie zou teweegbrengen.

I. De grote lijnen van het wetsvoorstel

Het wetsvoorstel strekt ertoe elk rechtscollege dat in laatste aanleg uitspraak doet in staat te stellen om voor het Hof van Cassatie een prejudicieel verzoek tot uitlegging te brengen aangaande de wetten die van toepassing zijn op de zaak die bij dat rechtscollege hangende is, behalve in strafzaken.

Het Hof van Cassatie brengt advies uit binnen een termijn van maximaal zes maanden vanaf de aanhangigmaking.

Het Hof kan het verzoek niet-ontvankelijk verklaren als de wetten waarop het betrekking heeft geen aanleiding geven tot ernstige toepassingsmoeilijkheden of niet uiteenlopend worden geïnterpreteerd.

.../...

Als het Hof het verzoek ontvankelijk verklaart, velt het een gemotiveerd uitleggingsarrest.

De prejudiciële vraag en het uitleggingsarrest worden "in het Belgisch Staatsblad" bekendgemaakt. In de verantwoording van het wetsvoorstel, dat als amendement op een vroeger voorstel is ingediend, wordt benadrukt dat het dossier van de zaak niet aan de griffie van het Hof van Cassatie zal worden overgezonden,

"aangezien dat rechtscollege zich enkel over een rechtsvraag moet uitspreken, zonder rekening te houden met de grond van de zaak."

Aangezien de door het Hof van Cassatie aan de wettekst gegeven lezing "het algemeen belang dient", moet het arrest in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

In de tekst van het voorstel wordt daar echter aan toegevoegd dat "het uitleggingsarrest ... geen bindende kracht (heeft)".

II. Ongrondwettigheid van het wetsvoorstel

Het wetsvoorstel, waarvoor een recente Franse wet model heeft gestaan, geeft in België aanleiding tot twee grondwettelijke bezwaren.

.../...

A. Strijdigheid met de artikelen 84 en 133 van de Grondwet

Volgens artikel 84 van de Grondwet

"(kan) alleen de wet ... een authentieke uitlegging van de wetten geven"

en krachtens artikel 133 van de Grondwet

"(kan) alleen het decreet ... een authentieke uitlegging van de decreten geven.".

Het wetsvoorstel strekt er echter toe aan een andere overheid dan de wetgever - het Hof van Cassatie - de bevoegdheid op te dragen om een erga omnes geldende uitlegging van de normen te geven.

Het uitleggingsarrest staat immers los van het dossier van de zaak, aangezien de processtukken ervan niet aan het Hof worden overgezonden; aangezien het arrest "in het algemeen belang" wordt gewezen en niet om een bepaald proces tussen partijen in een geschil te beslechten, wordt het in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Het uitleggingsarrest is dus van algemene aard, net als de uitgelegde norm zelf.

Om grondwettelijke bezwaren te voorkomen, wordt in het voorstel weliswaar bepaald dat "het uitleggingsarrest ... geen bindende kracht (heeft), maar in de verantwoording wordt benadrukt dat het arrest

.../...

"... een bijzonder gezag (zal) hebben en ... een en ander ... voor de hoven en rechtbanken (zal verduidelijken)".

De eigenlijke bedoeling van het wetsvoorstel bestaat erin "het aantal geschillen (te doen) afnemen", wat inhoudt dat wordt vermoed dat de feitenrechters de uitleggingsarresten zullen volgen.

Het voorstel strekt er dus toe aan de rechterlijke macht de bevoegdheid tot het geven van een authentieke uitlegging op te dragen, welke bevoegdheid krachtens de Grondwet uitsluitend aan de wetgevende macht toekomt.

B. Strijdigheid met artikel 144 van de Grondwet

1. Het Hof van Cassatie is de hoogste instantie van de rechterlijke macht. Deze heeft echter de opdracht "geschillen" (artikel 144 van de Grondwet), en niets anders, te beslechten. In artikel 6 van het Gerechtelijk Wetboek worden daaruit de consequenties getrokken, aangezien daarin bepaald wordt dat :

"De rechters ... in de zaken die aan hun oordeel onderworpen zijn, geen uitspraak (mogen) doen bij wege van algemene en als regel geldende beschikking."

Daaruit volgt dat de Grondwet zou moeten worden gewijzigd om aan het Hof van Cassatie de algemene uitleggingsbevoegdheid op te dragen die bij het wetsvoorstel wordt ingesteld.

.../...

2. Om dit bezwaar te voorkomen, stond in de toelichting bij het oorspronkelijke voorstel dat "het Hof van Cassatie niet in de beoordeling ... van de zaken zelf (treedt)" en dat de wet de procureur-generaal bij het Hof de mogelijkheid biedt zich "in het belang van de wet" in cassatie te voorzien (Gedr. St., nr. 206/1, blz. 4-5).

Hoewel het Hof van Cassatie niet in de beoordeling van de zaken zelf treedt, kan een zaak in principe alleen bij het Hof aanhangig worden gemaakt door een partij in een geschil die zich tegen een beslissing die een feitenrechter in een geschil heeft genomen in cassatie voorziet

"... wegens overtreding van de wet of wegens schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen"

(Gerechtigd Wetboek, artikel 608). Ingeval de beslissing wordt verboden, kan de persoon die zich in cassatie heeft voorzien zijn proces voortzetten voor de rechter naar wie de zaak verwezen is. De omstandigheid dat het Hof van Cassatie niet in de beoordeling van de zaak zelf treedt, brengt dus geenszins met zich dat het bijzondere rechtsmiddel dat de voorziening in cassatie vormt geen deel uitmaakt van de regeling van een welbepaald geschil.

Zoals in de toelichting bij het oorspronkelijke voorstel wordt opgemerkt, kan men uiteraard stellen dat het Hof van Cassatie "in het belang van de wet" is opgericht. Daarmee wordt echter alleen bedoeld dat de wetgever dit bijzondere rechtsmiddel tegen in laatste aanleg gewezen beslissingen heeft ingesteld bepaaldelijk om een eenvormige uitlegging van de wet te garanderen.

.../...

Zelfs als de Procureur-generaal zich "in het belang van de wet" in cassatie voorziet, omdat de partijen zich niet binnen de wettelijke termijn in cassatie hebben voorzien (Gerechtelijk wetboek, artikel 612), dan nog gaat het om het verbreken van een beslissing die door een feitenrechter in het kader van een betwisting is gewezen, met als enige restrictie dat de verbreking in dat geval geen gevolgen heeft voor de rechten van de partijen in het geschil. Dat is iets helemaal anders dan het abstracte onderzoek van een prejudiciële vraag die los staat van het geschil naar aanleiding waarvan die vraag is gesteld.

III. Andere bezwaren

Afgezien van de grondwettelijke bezwaren, doet het wetsvoorstel verschillende bezwaren van technische aard rijzen.

1) Volgens het ontworpen artikel 1147bis van het Gerechtelijk Wetboek, mag de feitenrechter uitspraak doende in laatste aanleg voor het Hof van Cassatie een verzoek tot uitlegging brengen, betreffende een wet die van toepassing is op een bij dat rechtscollege hangend geschil

"... mits het antwoord op dat verzoek noodzakelijk blijkt voor de beslechting van het geschil.".

Aangezien uit de verantwoording bij het voorstel blijkt dat het dossier van de rechtspleging niet aan het Hof van Cassatie zal worden overgezonden, zal het Hof niet kunnen oordelen of

.../...

"... het antwoord op dat verzoek noodzakelijk is voor de beslechting van het geschil"

dat bij de feitenrechter aanhangig gemaakt is.

Indien het voorstel wordt aangenomen, zou het kunnen gebeuren dat het Hof van Cassatie een uitleggings-arrest moet wijzen over een zaak die betrekking heeft op de uitlegging van een wet, terwijl, indien het Hof kennis zou hebben gehad van geheel het dossier van de rechtspleging, wat het geval is bij voorziening in cassatie, het wellicht zou hebben vastgesteld dat de beslechting van het geschil los staat van de rechtsvraag die het te behandelen krijgt.

2) Wanneer bij het Hof van Cassatie een cassatie-beroep in een burgerlijke zaak wordt ingesteld, bevat dat beroep, dat opgesteld is door een gespecialiseerd advocaat bij het Hof van Cassatie, de uitlegging die door de eiser verdedigd wordt en de verantwoording bij die uitlegging door een toelichting die dikwijls zeer grondig is. De verweerder in Cassatie beschikt over een termijn van drie maanden om een memorie van antwoord in te dienen. De zaak wordt dan door de eerste voorzitter toevertrouwd aan een raadsheer die een schriftelijk verslag opmaakt. Een lid van het openbaar ministerie onderzoekt vervolgens de zaak en neemt de, dikwijls geschreven, conclusies, die hij ter kennis brengt op de terechtzitting. De advocaten van de partijen kunnen er nog op antwoorden. Deze procedure op tegenspraak stelt het Hof in staat om kennis te nemen van alle aspecten van de voorgelegde rechtsvraag en om arresten te wijzen waarvan het gezag algemeen aanvaard wordt.

.../...

Zulke procedure is vanzelfsprekend tijdrovend, gezien het aantal zaken dat voor het Hof wordt gebracht (zelfs indien men zich bepaalt tot andere dan strafzaken) : de gemiddelde duur van een cassatieprocedure in een burgerlijke zaak bedraagt één jaar.

Hoe wordt in het wetsvoorstel de procedure geregeld in het geval van een prejudiciële vraag ?

Het Hof beschikt over een termijn van ten hoogste zes maanden vanaf de datum waarop de feitenrechter de vraag voorlegt, waarna

"... De eerste voorzitter (...) een magistraat van de zetel aanwijst, die als rapporteur optreedt; voor het overige houdt men zich aan de regels inzake voorzieningen in cassatie."

Er is evenwel één groot verschil : in die procedure is er namelijk geen voorziening. Bovendien wordt niets gezegd over het recht van de partijen om memories in te dienen, zoals ingeval aan het Arbitragehof een prejudiciële vraag gesteld wordt. Men kan zich zelfs afvragen of de partijen volgens de voorgestelde regeling het recht hebben om een memorie te laten indienen door een advocaat bij het Hof van Cassatie.

Indien men in dat recht had moeten voorzien, zou men noodzakelijkerwijs termijnen hebben moeten vaststellen, die zich niet verdragen met de maximumtermijn van zes maanden die in het voorstel bepaald wordt.

.../...

3) Aangezien bij het Hof nog altijd cassatieberoepen zullen worden ingesteld die tot de gewone bevoegdheid van dat Hof behoren, rijst overigens de vraag hoe het die nieuwe bevoegdheid zal kunnen uitoefenen, waarbij het zich zal moeten uitspreken louter op grond van de door de feitenrechters gestelde vraag.

Het valt natuurlijk te vrezen dat uitleggingsarresten die in die omstandigheden gewezen worden, niet dezelfde rechtszekerheid zullen bieden als de arresten gewezen op voorzieningen.

In de verantwoording bij het wetsvoorstel wordt gepoogd tegemoet te komen aan die bezwaren door erop te wijzen

"... dat de personeelsbezetting van het Hof van Cassatie onlangs is uitgebreid, zowel wat de raadsheren als de referendarissen betreft."

Die nieuwe raadsheren en referendarissen, die nog niet benoemd zijn, moeten het Hof in staat stellen het hoofd te bieden aan de huidige dienstbehoeften, en zijn niet bedoeld om de hier onderzochte uitbreiding van de bevoegdheid van het Hof op te vangen.

IV. Slotopmerking

Het voorstel dat ertoe strekt een nieuwe bevoegdheid toe te kennen aan het Hof van Cassatie, regelt een gelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, en niet in artikel 78 ervan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS